

11/12/2023

Observatoire de l'endettement et des trésoreries des élevages bovins lait et viande : fin d'année 2022

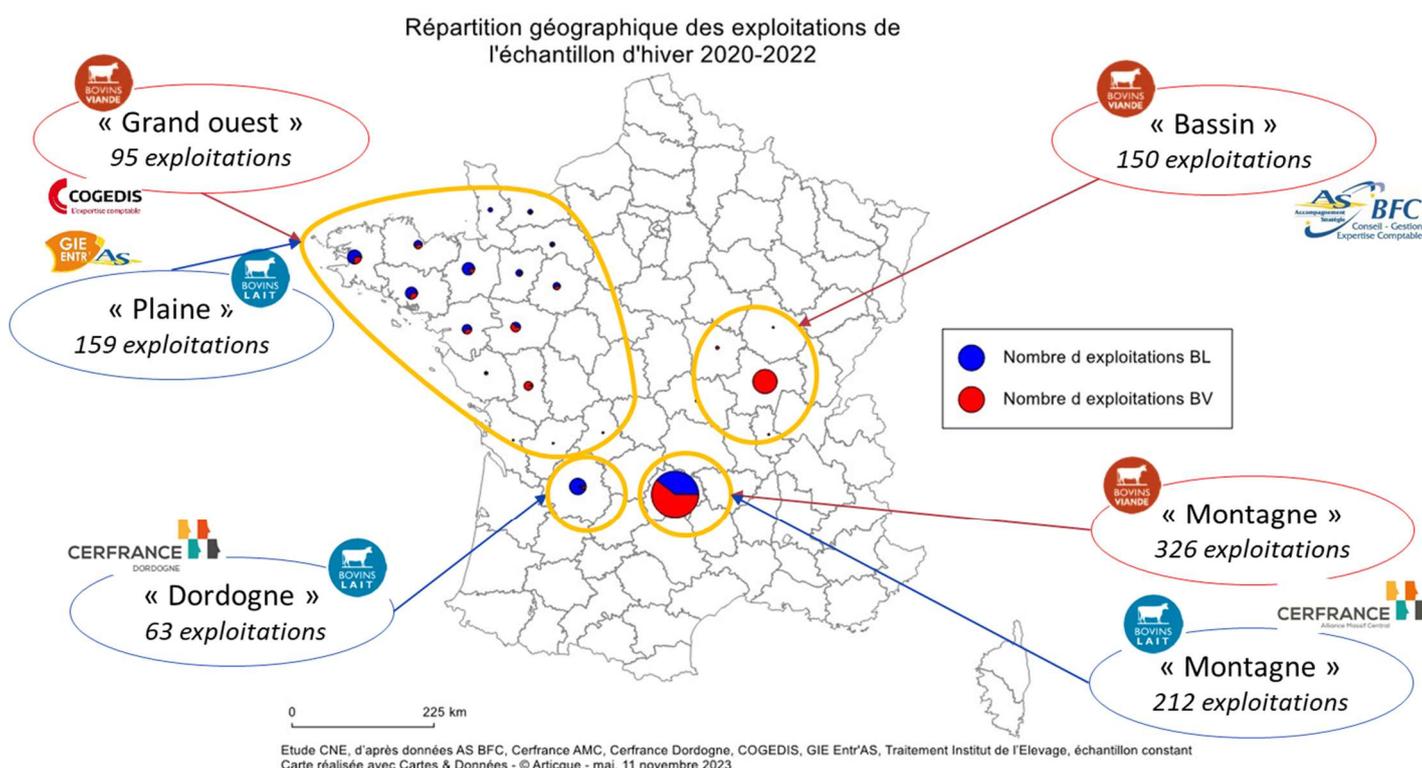
L'Observatoire de l'endettement et des trésoreries, instauré en 2015, permet d'avoir un suivi régulier des résultats des exploitations bovines depuis 2013. Le suivi est réalisé annuellement sur la base de deux échantillons, représentant chacun une période de clôture : les clôtures dites « d'hiver » (octobre - décembre) et celles « d'été » (mars - juin).

Les élevages sont répartis sur 4 bassins : le « Grand-Ouest », le Cantal (zone « Montagne »), la Saône et Loire en bovins viande (pour le bassin Charolais "historique") et la Dordogne en bovins lait. Le suivi des exploitations est réalisé grâce aux partenariats durables, entretenus avec 5 centres comptables : AS BFC, Cerfrance Alliance Massif-Central, Cerfrance Dordogne, COGEDIS et GIE Entr'AS.

Plus de 1000 comptabilités d'exploitations, bovins lait et bovins viande, constituent l'échantillon (constant) des **clôtures d'hiver, suivi entre 2020 et 2022**. Les résultats sont analysés, par zone géographique. Une répartition par groupes de niveau d'endettement est aussi réalisée.

Elle distingue :

- les exploitations **"peu endettées"** : annuités/EBE < 40% et dettes totales/actif < 40%
- celles endettées à long et moyen terme avec une trésorerie positive, **"ELMT"** : annuités/EBE > 40% ou dettes totales / actif > 40% ; et trésorerie nette globale positive
- celles endettées à long et moyen terme et sans aucune trésorerie, **"TNGneg"** : annuités/EBE > 40% ou dettes totales / actif > 40% ; et trésorerie nette globale négative.



UNE SITUATION FINANCIERE AMELIOREE POUR LES EXPLOITATIONS LAITIERES EN 2022

La production laitière des exploitations de l'échantillon a évolué légèrement et de manière hétérogène sur l'année 2022 : elle a diminué en Montagne (- 1%) et en Dordogne (- 2%) et a augmenté dans le Grand-Ouest (+ 1%). Le prix du lait a continué sa hausse en 2022 : + 70 € /1000 l par rapport à 2021 en moyenne toutes zones. Ainsi, le produit brut de l'échantillon 2022 a été amélioré (de + 6% à + 22% en fonction des zones par rapport à 2021). Par ailleurs, malgré la hausse des charges (aliments, carburant et engrais notamment), l'EBE des exploitations a connu partout une amélioration.

L'évolution des annuités a encore été contrastée : en hausse en Dordogne et en légère diminution dans le Grand-Ouest et en Montagne. Le revenu disponible a été en hausse marquée partout (de + 19% en Montagne à + 92% dans le Grand-Ouest par rapport à 2021). Il s'est établi en moyenne (toutes zones) à environ 34 000 € annuels par UTH familiale. Les prélèvements privés ont évolué de manière hétérogène : en hausse dans le Grand-Ouest et en Dordogne et ont diminué en Montagne. La marge de sécurité a été positive dans toutes les zones en 2022.

Les investissements ont diminué dans le Grand-Ouest et en Montagne alors qu'ils ont augmenté en Dordogne. La part d'autofinancement, est restée importante en Montagne, mais a marqué une baisse.

La trésorerie nette globale moyenne a été encore en nette hausse en 2022. Les dettes court-terme des exploitations laitières ont été en légère diminution mais sont restées à des niveaux élevés (124 €/1000 l en moyenne toutes zones).

La part des exploitations en situation critique a diminué en 2022 : le groupe "TNGneg" comptait 24% des élevages suivis en France en 2022 contre 32 % des exploitations en 2021. Si toutes les zones ont été concernées avec au moins 1/4 des élevages dans ce groupe, la proportion a aussi diminué dans le Grand-Ouest à 31% en 2022, alors qu'elle a été à 47% en 2021.

SITUATION FINANCIERE MOINS TENDUE POUR LES ELEVAGES ALLAITANTS EN 2022

Le produit brut des élevages de l'échantillon a été en nette hausse en 2022 par rapport à l'année précédente pour les élevages de l'échantillon localisés dans le Grand-Ouest et le Bassin Allaitant. En Montagne, la hausse a été plus modérée. Les charges ont été en forte hausse sur les 3 zones avec notamment la hausse du prix des carburants, des engrais et des aliments achetés. Malgré cela l'EBE a augmenté sur les 3 zones, grâce à la hausse du produit, mais de manière moindre pour les élevages de Montagne.

Les annuités ont évolué de manière très hétérogène entre les zones : stable dans le Bassin Allaitant, en hausse dans le Grand-Ouest et en baisse en Montagne. Le revenu disponible a connu une nette amélioration, même s'il est resté à un niveau restreint : 22 300 €/UTH familiale. Les prélèvements privés ont pu être améliorés à 18 400 €/UTH en moyenne sur les 3 zones et la marge de sécurité est devenue positive mais est restée presque inexistante dans le Grand-Ouest.

Dans l'échantillon, les investissements ont été contrastés : en hausse dans le Bassin Allaitant et en Montagne, et en baisse dans le Grand-Ouest avec une diminution de la part autofinancée.

Par ailleurs, la part des exploitations endettées à long et moyen terme et avec une trésorerie négative (groupe « TNG neg ») a diminué, autour de 13% des élevages suivis, avec une proportion toujours plus importante dans le Grand-Ouest (28%). Leur situation financière est restée sévèrement impactée : leurs dettes court-terme étant plus de 2.6 fois supérieures à la moyenne (toutes exploitations).

Pour tous les élevages, l'augmentation des produits a permis de compenser la hausse globale des charges de 2022 permettant une amélioration de leur situation financière.